

Les Roms perdus de Bobigny

LE MONDE | 29.11.2014 à 11h56 • Mis à jour le 29.11.2014 à 12h01 |

Par **Raphaëlle Bacqué** ([journaliste/raphaëlle-bacque/](#))



Le camp de Roms des Coquetiers à Bobigny. | Alain Guillot/Divergence pour Le Monde

C'est tout ce qu'il reste du campement : des baraques en mauvais bois et des caravanes abandonnées. A l'intérieur des abris, les lits ont encore leurs draps, des bouquets de fleurs en plastique trônent sur des téléviseurs. Une statue de la Sainte Vierge, les yeux levés vers le ciel, a été oubliée sur une table pliante en Formica, juste sous le poster d'un chanteur de variétés inconnu, souriant dans son costume de lamé rose. On croirait une favela abandonnée du tiers-monde, où cavalaient déjà de gros rats.

Pour l'atteindre, il suffit pourtant de prendre le métro jusqu'à Bobigny, en Seine-Saint-Denis, de traverser un centre commercial un peu défraîchi et de marcher vers la mairie. Le terrain est coincé entre la voie ferrée et une école maternelle, à deux pas de l'hôtel de ville. Plus de deux cents Roms venus de Roumanie et de Bulgarie vivaient là, aux « Coquetiers », joli nom trompeur pour désigner le plus ancien bidonville d'Ile-de-France, « édifié » voilà plus de dix ans, aux portes de Paris.

Emmitoufflé dans sa parka, Didier Leschi, préfet pour l'égalité des chances en Seine-Saint-Denis, marche avec précaution entre les abris de fortune qu'un bulldozer s'attelle déjà à déblayer. Quelques jours plus tôt, cet ancien conseiller de Jean-Pierre Chevènement a dû exécuter l'arrêté d'évacuation

du campement pris par Stéphane de Paoli, le maire UDI de Bobigny. Le 22 octobre, pendant les vacances scolaires et avant la trêve hivernale, les familles ont été expulsées en quelques heures, sous le regard des caméras, dans un bric-à-brac de chariots de supermarché remplis à la hâte de quelques vêtements et le brouhaha des polémiques attendues.

[Lire aussi : Expulsion d'un camp de Roms à Bobigny : « On remplace une misère par une autre misère » \(/societe/article/2014/10/22/expulsion-d-un-camp-de-roms-a-bobigny-on-remplace-une-misere-par-une-autre-misere_4510762_3224.html\)](#)

« Piste d'atterrissage de la pauvreté »

« Depuis, à entendre certaines associations de défense des Roms, je passe pour un quasi-fasciste, s'agace ce haut fonctionnaire, dont l'identité républicaine s'est forgée au sein de l'aile gauche du Parti socialiste des années 1980. Jamais l'Etat n'a fait autant d'efforts : 350 000 euros ont été dépensés en nuitées d'hôtel, bons de nourriture et propositions de relogement dans des foyers en province pour près de 40 % des habitants du camp ! »

C'est une première, en effet. Accompagner socialement et reloger dans toute la France une partie des familles roms qui vivaient jusque-là regroupées en Seine-Saint-Denis, « *cette piste d'atterrissage de la pauvreté* », selon la formule du préfet, est une gageure aussi. Dans ce département où les ministres se pressent habituellement – le « 9-3 » a déjà connu plus de 245 visites ministérielles depuis janvier ! –, aucun responsable gouvernemental ne l'a cependant revendiquée. Depuis l'affaire Leonarda, cette adolescente roumaine expulsée avec sa famille qui parut tenir tête au président de la République sur les chaînes d'information continue, les Roms sont un de ces sujets brûlants qui concentrent toutes les peurs de l'époque et d'une Europe en crise.

Pour comprendre l'expérimentation en cours avec les Roms de Bobigny, il faut remonter un peu le cours de l'histoire, quelques mois plus tôt, alors que la campagne municipale fait rage. L'ancienne maire communiste, Catherine Peyge, se souvient de cet hiver 2013-2014 où « *ont soudain fleuri des graffitis sur les murs de la mairie et des tracts haineux contre les Roms* ». A l'époque, l'édile, dont les premiers engagements ont été pour les Jeunesses ouvrières chrétiennes, refuse toute expulsion dans sa commune. Elle a pris cette décision dès son élection en 2006, en opposition au préfet « sarkozyste » du moment. Depuis l'avènement d'un président de la République socialiste, elle s'y tient, sans cacher son opposition au nouveau ministre de l'intérieur d'alors, Manuel Valls, qui défend la poursuite des démantèlements de campements illicites, arguant que les Roms ont

« vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie ».

« Une sorte de village des Carpates »

A Bobigny, les Roms peuvent donc rester, dans trois bidonvilles distincts répartis sur le territoire de la ville. La municipalité se montre ambivalente, cependant. Afin de ne pas laisser supposer leur installation durable, elle refuse de construire des baraques de chantier, d'installer des sanitaires et même de faire vider la benne à ordures du campement plus d'une fois par semaine. Selon les mois, entre cent et quatre cents personnes vivent aux Coquetiers. « *Il faut imaginer une sorte de village des Carpates transporté à Bobigny, se remémore Andrea Caizzi, président d'Aset 93, une association d'aide à la scolarisation des enfants tsiganes de la Seine-Saint-Denis, qui vient régulièrement aux Coquetiers. On y trouvait des Bulgares turcophones pratiquant un islam assez relâché, des Roumains catholiques et une part d'évangélistes pratiquants qui chantaient des cantiques dans des caravanes.* »

Cet Italien, subtil et cultivé, ancien maître assistant de géographie à l'université de Milan, devenu ouvrier à Annemasse (Haute-Savoie) dans la mouvance des « établis » des années 1970, a vite compris que le campement « *n'offre pas la vie communautaire idéale* ». Il s'agace aussi devant ces associations « *qui préfèrent vivre dans le déni des difficultés propres aux campements illégaux, pour ne pas stigmatiser les Roms* ». Aux Coquetiers, chaque famille doit payer une sorte de droit d'installation pour poser sa caravane ou occuper une des baraques de fortune. Les Bulgares d'un côté, les Roumains de l'autre. Mais, assure Andrea Caizzi, « *il n'y avait ni mafia organisée, comme on peut en voir parfois, ni même un chef de clan qui aurait pu organiser les choses, ce que beaucoup de gens regrettaient d'ailleurs* ».

Tas de ferraille, amiante et rats

La situation sanitaire, cependant, est catastrophique. Des entreprises de BTP ayant pignon sur rue emploient chaque jour au noir une partie des hommes pour nettoyer – 40 euros par jour – les fins de chantier. Pour quelques centaines d'euros supplémentaires, elles viennent aussi déposer au bord du bidonville leurs déchets dangereux, faisant ainsi l'économie du coût très élevé de retraitement. Ferrailles, polystyrène et plaques d'amiante s'amoncellent en tas, formant comme un mur d'enceinte à la périphérie du camp.

Les voisins supportent de plus en plus difficilement ces montagnes d'ordures qui amènent des rats jusque dans la cour de l'école voisine et ces braseros où l'on brûle des bois traités qui exhalent une fumée qui irrite les yeux et la gorge. Vingt mètres plus haut, jouxtant le campement, se trouve

une mosquée en construction. Aujourd'hui encore, le chantier paraît en panne, faute d'argent, mais on a installé une grande tente blanche afin d'abriter les offices, et notamment la prière du vendredi. Les deux toilettes chimiques installées à l'entrée du camp des Roms n'ont jamais suffi pour ses centaines d'habitants et les habitués de la mosquée sont outrés de découvrir, chaque fois qu'ils se rendent à la prière, adultes et enfants faisant leurs besoins à deux pas.



Le camp de Roms des Coquetiers à Bobigny, le lendemain de l'évacuation. | Alain Guilhot/Divergence pour Le Monde

C'est en partie sur ces tensions que se joue la campagne municipale du mois de mars. La maire Catherine Peyge n'imagine pas que, lorsque Stéphane de Paoli dénonce le « *tout pour les Roms* » supposé de la mairie, il trouve un écho chez une partie de ses concitoyens, pour lesquels ces familles mendiant à la sortie du métro de Bobigny sont devenues les boucs émissaires de leurs maux. La liste de Paoli, « Rendez-nous Bobigny », réunit des membres issus de la société civile et des militants de l'Union des musulmans démocrates français, un petit parti communautaire qui mobilise dans les cités et autour de la mosquée voisine des Coquetiers. Lorsque les partisans de Paoli arpentent les marchés, ils font autant campagne contre le « mariage pour tous » que contre ces Roms venus d'Europe de l'Est.

Mort d'une fillette de 8 ans

Le 12 février, quelques semaines avant le scrutin, un incendie au cœur du campement cause la mort de Melissa, une fillette de 8 ans, née à

Targovichté, au nord-est de la Bulgarie, avant d'échouer avec ses parents, en 2011, dans les bidonvilles de Seine-Saint-Denis. Dans les jours qui suivent le drame, Bobigny voit débarquer des dizaines d'équipes de télévision. « *Les Américains de CNN, des Japonais, et les chaînes d'info continue françaises* », se souvient une habitante des tours voisines des Coquetiers, qui revoit encore les voitures siglées au nom de leurs médias, « *perdues entre les chantiers et les voies du tramway* ». Le jour de la marche en mémoire de la petite victime, cinq cents personnes défilent silencieusement, sous l'œil des caméras, derrière les parents effondrés. Catherine Peyge est là. Un mois plus tard, la droite l'emporte, et Stéphane de Paoli signe son arrêté d'expulsion du campement.

Manuel Valls, lorsqu'il était ministre de l'intérieur, doutait tout haut de la « *volonté d'intégration des Roms* ». Devenu chef du gouvernement, il cherche à limiter les sujets de mécontentement qui menacent chaque jour de déchirer sa majorité. Le préfet de la région Ile-de-France, Jean Daubigny, est son ancien directeur de cabinet, place Beauvau. Ce dernier a vite compris que l'évacuation du campement de Bobigny, si symbolique, si près de Paris serait largement médiatisé. Et Manuel Valls veut à tout prix éviter de voir l'aile gauche du Parti socialiste, déjà frondeuse sur son social-libéralisme, l'accuser de poursuivre à l'égard des Roms la même politique que Nicolas Sarkozy.

Un diagnostic social préalable

L'expulsion des Coquetiers devra donc être assortie d'une mission d'accompagnement social et d'hébergement de plusieurs dizaines de familles, sans ostentation toutefois, afin de ne pas heurter l'opinion. Mais comment choisir parmi ces familles, dont certaines sont parfois en France depuis plus de dix ans, quand d'autres multiplient encore les allers et retours avec la Roumanie ? Car il faut trancher. La préfecture de Seine-Saint-Denis a déjà prévenu : 86 000 personnes attendent un logement dans le département. Chaque soir, plus de 6 000 personnes sont abritées à l'hôtel par l'Etat et 2 000 sont dans des foyers d'hébergement d'urgence. Autant dire que les 2 500 à 3 000 Roms qui vivent dans la cinquantaine de campements que compte le département ne sont pas prioritaires.

Depuis une circulaire du 26 août 2012 signée par le premier ministre de l'époque, Jean-Marc Ayrault, aucune évacuation ne peut avoir lieu sans un diagnostic social préalable, financé par l'Etat. « *Cela coûte cher, bien plus que de payer une assistante sociale qui interviendrait dans les bidonvilles, dit-on dans les administrations. C'est plus ou moins bien fait et, en raison de la grande mobilité des Roms, certains passent entre les mailles du filet alors que d'autres familles sont diagnostiquées trois ou quatre fois. Mais cela donne une idée des difficultés sociales auxquelles on doit faire face.* »

Les Roms ont eu tôt fait de comprendre que ces questionnaires qu'on vient leur soumettre sans jamais vérifier la véracité de leurs réponses sont d'abord le signal d'une expulsion prochaine. Au mois d'août, une dizaine de médiateurs du groupement d'intérêt public (GIP) habitat et interventions sociales viennent sur le campement interroger les familles. « *Nous sommes arrivés sur le terrain avec cinq traducteurs, se souvient Chantal Drugat, la directrice générale du GIP-Habitat qui s'est déplacée avec son équipe. Le campement était très cloisonné, d'un côté les Bulgares, de l'autre les Roumains. Beaucoup de personnes étaient bien insérées, disposant parfois de contrats de travail et souvent de droits sociaux auprès des caisses d'allocations familiales ou de l'aide médicale d'Etat. Et surtout, une grande partie des enfants paraissaient régulièrement scolarisés.* »

Aucune famille ne ferme la porte de sa caravane à cette équipe, qui pose patiemment ses questions sur le travail des adultes sans paraître se formaliser des emplois non déclarés, s'enquiert de la santé de chacun et finit par demander si le ménage est prêt à accepter un hébergement en province. En deux jours, le GIP-Habitat a distingué trente et une familles, dont quatre ont des contrats de travail et des revenus leur permettant d'accéder à un logement social. Pour ces dernières, le préfet de Seine-Saint-Denis a prévu d'accélérer les procédures : trois seront logées avant la fin janvier à Bobigny, une à Montfermeil.

Une « mission bidonville » confiée à l'Adoma

C'est pour les autres que l'on expérimente. Avant de quitter le gouvernement, en mars, la ministre du logement, Cécile Duflot, avait confié à Adoma, l'ancienne Sonacotra qui gère des foyers de travailleurs migrants dans toute la France, une mission de résorption des bidonvilles. Le patron d'Adoma, Bruno Arbouët, a gardé un souvenir un peu amer de ses discussions avec la ministre. C'est un ancien de la deuxième gauche, passé par le cabinet du centriste Jean-Louis Borloo au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Lorsque Cécile Duflot lui a demandé avec assurance : « *Nous avons 20 000 personnes dans les bidonvilles, faites-moi une note pour les reloger !* », il a concocté une proposition sur trois ans, répartissant les familles sur tout le territoire et notamment dans les régions où la demande de logements sociaux est moins forte. Coût total : 8 millions d'euros.

Las, la ministre est revenue quelques jours plus tard sans avoir obtenu plus de 500 000 euros, après une réunion interministérielle à Matignon. Au moins Bruno Arbouët a-t-il utilisé une partie de ce budget à embaucher une ancienne du SAMU social de Paris, Stefania Parigi, pour piloter une « mission bidonvilles ». Lorsque le préfet de Seine-Saint-Denis, Philippe

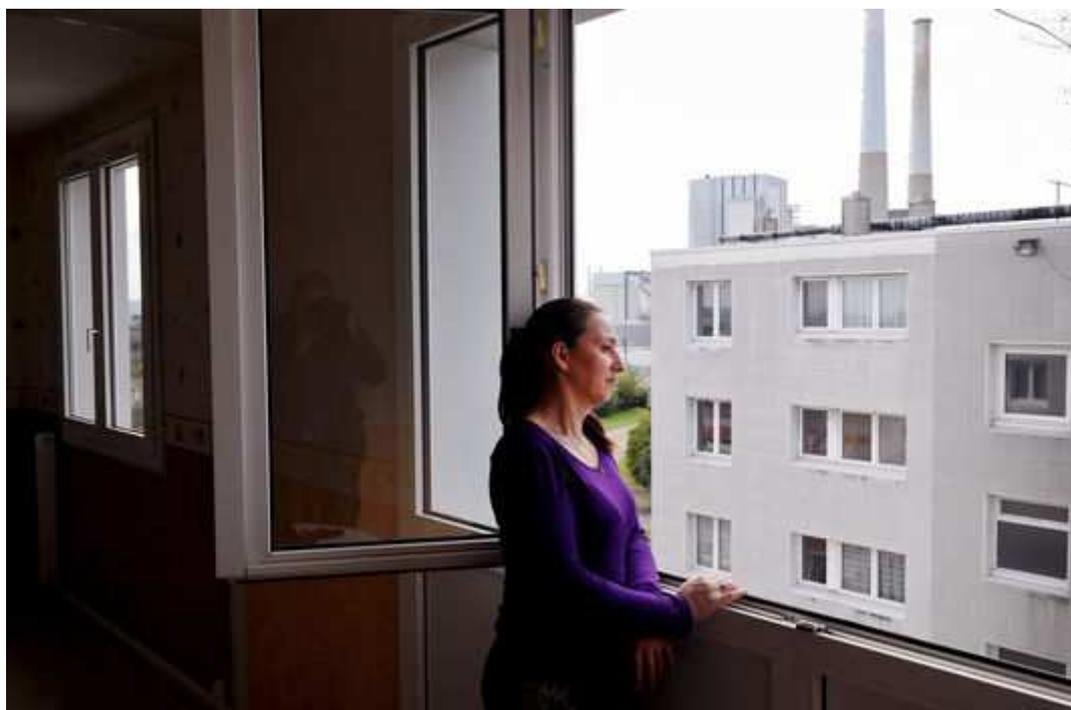
Galli, et son préfet à l'égalité des chances, Didier Leschi, évoquent les Coquetiers et les familles à loger, Adoma a donc déjà quelques idées.

Le parc immobilier étant complet en Ile-de-France, l'organisme a réparti les familles sur cinq sites où elles seront logées et accompagnées par des équipes sociales pendant au moins un an. Les unes se verront proposer de rejoindre des résidences Adoma à Louvroil (Nord), les autres à Doullens (Somme), Bourges (Cher), Belfort (Territoire de Belfort) et Le Havre (Seine-Maritime). Il n'y a pas tellement le choix : Adoma loge déjà plusieurs milliers de « chibanis », ces anciens travailleurs venus le plus souvent d'Algérie pour lesquels la Sonacotra avait été créée et qui sont désormais à la retraite sans être rentrés au pays.

Elle abrite aussi bon nombre de travailleurs pauvres, d'anciens détenus tout juste libérés, 12 000 demandeurs d'asile, quelques centaines de réfugiés syriens fuyant la guerre, et le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, a réclamé que l'on accueille en sus 380 de ces migrants qui attendent chaque jour à Calais de passer en Grande-Bretagne, en prenant d'assaut les camions des routiers. En quelques jours, tout est prêt. On a présenté aux familles des Coquetiers des photos de leurs futurs logements, des plans des villes où elles vont désormais vivre, elles ont reçu des billets de train pour s'y rendre.

Une nouvelle vie en Normandie

En un mois, elles sont priées de passer de la vie dans le camp à ces villes inconnues où elles devront tout construire. Ont-elles toutes mesuré le changement qui les attend ? De leur côté, les préfets des départements qui doivent les recevoir ont accueilli la nouvelle sans enthousiasme, mais le préfet Leschi les a appelés un à un pour les rassurer. A Louvroil, une petite ville près de Maubeuge, où cinq familles, soit 24 personnes, doivent arriver, le Front national n'a pas attendu longtemps pour éditer un tract : « *Non à l'arrivée de 150 Roms à Louvroil.* »



Simona Mociu, du camp des Coquetiers, a accepté de déménager dans un nouvel appartement au Havre. | Alain Guilhot / Divergence pour Le Monde

Ce matin du 6 novembre, Stefania Parigi est passée dans un hôtel du Bourget chercher Ganka Kirilova, une jeune femme accompagnée de ses deux enfants, qui avait donné son accord pour un logement au Havre. La responsable de la mission bidonville pour Adoma, qui avait proposé à Ganka Kirilova de faire avec elle le voyage en train, a trouvé sa chambre vide. La jeune Roumaine, soudain terrifiée à l'idée de partir vers l'inconnu, avait fui, pour se réfugier à l'école Marie-Curie de Bobigny qui accueillait jusque-là ses enfants.

Stefania Parigi se rend donc seule en Normandie, où la famille Mociu s'est déjà installée dans un trois-pièces, clair et sans âme, pourvu du strict nécessaire. Une table et quatre chaises dans le salon, des lits dans chacune des deux chambres et, dans la cuisine, un réfrigérateur et une cuisinière. Simona Mociu a proposé d'emblée de le faire visiter et elle guette sur les visages le plus petit signe d'enthousiasme. Le Secours catholique a donné un gros poste de télévision, mais ce qui frappe, c'est la vingtaine de flacons de vernis à ongle, exposés sur les étagères vides. « *C'est mon trésor. J'aimerais être manucure* », confie Simona Mociu avec cet accent roumain qui vous transporte au pied des Carpates.

Par les fenêtres, on aperçoit les petits immeubles gris des cités alentour, la cheminée de la centrale EDF et les grands portiques des anciens chantiers navals du Havre. Ni Simona, ni son mari Lorazio, ni leur fils de 14 ans, Ciprian, n'avaient jamais mis les pieds en Normandie jusque-là. Depuis leur arrivée en France en 2002, ils ont fait comme tous les sans-papiers et se sont focalisés sur la région parisienne. Ils n'ont connu que les bidonvilles de La Courneuve, de Saint-Denis, de Bobigny, errant en Ile-de-France au

gré des expulsions. Mais l'énergique femme brune de 39 ans, seule de la famille à parler français, a emporté la décision de son mari lorsqu'il a fallu accepter en 48 heures la proposition de logement dans ce port inconnu.

Le fils aîné de la famille, 19 ans, qui travaille au noir sur des chantiers, a préféré rester en Seine-Saint-Denis, abrité par un ami. « *Chacun peut décider de ce qu'il fait de sa vie* », assure Simona Mociu, avant de baisser la voix : « *Ciprian ne sait pas que je mendiais, pour vivre au bidonville. Ici, il ira à l'école.* » La Roumanie ? « *Il n'y a pas d'avenir là-bas*, dit-elle fermement. *Pas de travail, il faut payer pour tout. La France, elle, donne un coup de main.* » Pour l'heure, les Mociu sont les seuls des Coquetiers à occuper un logement au Havre. Une famille qui avait emménagé en même temps qu'eux est repartie au bout de trois jours. Slaveykova Borislava, sa femme et leur fils de 17 ans sont encore en route, mais ont téléphoné pour prévenir qu'ils avaient crevé.



Laurentiu Mociu et l'un de ses fils, Ciprian, ancien du camp des Coquetiers, dans leur nouvel appartement du Havre. | Alain Guilhot /Divergence pour Le Monde

Dans ces appartements normalement réservés aux demandeurs d'asile, la directrice du centre Adoma du Havre, Carole Erraidi, voit arriver chaque jour des Syriens, des Rwandais, des Tibétains, vingt-sept nationalités différentes que sa petite équipe d'animateurs sociaux accompagne sur le chemin de l'intégration. Elle a connu des succès et des échecs cuisants sans rien perdre de son engagement. Ceux qui s'occupent des plus démunis sont souvent des croyants ou des militants de gauche. Elle appartient à la deuxième catégorie, rouennaise venue au militantisme par la Marche des beurs en 1983 et après « *avoir lu Elise ou la vraie vie* », ce roman – prix Fémina 1967 – qui racontait l'histoire d'amour entre une jeune Bordelaise et un Algérien, en pleine guerre d'Algérie, un couple qui ressemble au sien.

Un bilan mitigé

Dans ce quartier du Havre paupérisé depuis la fermeture des chantiers navals qui employaient 6 000 ouvriers et donne à chaque scrutin des scores toujours croissants au Front national, elle n'ignore pas les tensions qui peuvent naître entre les habitants des zones pavillonnaires et la petite cité abritant les foyers gérés par Adoma. « *Les gens disent "Ah voilà, on donne aux étrangers des appartements meublés !", soupire-t-elle, mais ils oublient que sans les enfants de ces "étrangers" l'école du quartier et la halte-garderie seraient probablement fermées. Et puis ces logements sont temporaires, au maximum deux ans, le temps que les familles trouvent de quoi se débrouiller seules.* »

Il n'empêche, c'est un défi que de les accompagner. Chaque jour, Stefania Parigi appelle l'ensemble des cinq centres ayant reçu des familles venues des Coquetiers. Le bilan est mitigé. Un mois après leur placement, quatorze familles sont sorties du dispositif. Cinq ont finalement refusé de quitter l'Île-de-France, une ne s'est pas présentée le jour du départ, deux autres ont disparu de l'hôtel où ils devaient attendre l'attribution de leur logement. Six ont abandonné les appartements qui leur avaient été alloués : trois sont parties de Doullens, une de Louvroil et deux du Havre. Il a aussi fallu renvoyer un ménage, après que le père de famille se fut fait arrêter pour vol dans un supermarché de Doullens et qu'une « obligation de quitter le territoire français » eut été signée contre lui. La plupart des familles qui sont parties de leurs logements en province sont revenues... en Seine-Saint-Denis.

Le visuel interactif : [De Bobigny au Havre, les Roms expulsés puis relogés](http://abonnes.lemonde.fr/societe/visuel/2014/11/28/de-bobigny-au-havre-des-roms-expulses-et-reloges_4531246_3224.html) (http://abonnes.lemonde.fr/societe/visuel/2014/11/28/de-bobigny-au-havre-des-roms-expulses-et-reloges_4531246_3224.html)

[\(/journaliste/raphaelle-bacque/\)](#) **Raphaëlle Bacqué** [\(/journaliste](#)

Suivre

[/raphaelle-bacque/\)](#)

grand reporter

